

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LE CUNFF-LUCAS

Bonvallon
56150 Guénin

Références : MB/VLF/E/2025
Code AIOT : 0005512497

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement LE CUNFF-LUCAS implanté Lieu-dit Bonvallon à Guénin (56150). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action coup de poing visant à contrôler le respect de prescriptions à enjeu sur plusieurs sites prenant en charge des véhicules hors d'usage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE CUNFF-LUCAS
- BONVALLON 56150 Guénin
- Code AIOT : 0005512497
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Le Cunff-Lucas accueille à la fois une déchetterie professionnelle ainsi que des activités de tri/transit/regroupement pour différentes catégories de déchets. Elle dispose d'un arrêté d'autorisation en date du 17 octobre 2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20-I	Demande d'action corrective	1 mois
2	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20-I	Demande d'action corrective	4 mois
4	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 17/10/2017, article 7.5.5.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Zone d'immersion	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20-IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence la nécessité de mettre en œuvre des actions correctives en ce qui concerne la gestion du risque incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20-I
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des locaux
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ; [...] Extrait de l'article 9 de l'AMPG du 26 novembre 2012 modifié « L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. »

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de plan et l'absence de registre de produits dangereux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit élaborer le plan permettant de localiser les zones à risques en identifiant la nature du risque (incendie/explosion). Un registre des produits dangereux adossé à ce plan doit également être confectionné. Ces documents doivent être tenus à disposition des services d'incendie et de secours, y compris en l'absence de l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20-I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Appareil(s) d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <p>D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Un poteau incendie est implanté en bordure de la voie qui se situe au sud des installations. La localisation de ce poteau incendie ne permet pas de respecter la distance maximum de 100m entre l'appareil et tout point de la limite de l'installation. L'exploitant ne dispose pas des informations quant au débit de ce poteau incendie.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les 100 mètres de distance n'étant pas respectée entre le poteau incendie et tout point de la limite de l'installation (en particulier la partie nord du site) une réserve d'eau de 120 m3 doit être installée pour disposer de moyens en eau permettant de couvrir la totalité de l'emprise du site.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les caractéristiques du point d'eau sont conformes, notamment de pouvoir fournir un débit minimal de 60m3/h pendant 2 heures.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Zone d'immersion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Zone d'immersion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose d'une zone d'immersion à proximité de la zone de stockage temporaire (prescription applicable à compter du 1er janvier 2026).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'accueillera pas de VHU électriques. L'activité VHU n'est pas l'activité principale du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rétention des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2017, article 7.5.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Volume de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé d'un système d'obturation en vue de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement). La gestion des eaux récupérées suivra les principes imposés par le chapitre du présent arrêté traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service du système de confinement doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p> <p>Des consignes doivent être établies afin d'assurer que les eaux d'extinction soient correctement dirigées et confinées en cas d'incendie.</p>

Constats :

Le site est équipé d'un bassin destiné à recueillir à la fois les eaux de ruissellement et les eaux d'extinction incendie. Le jour de la visite il a été constaté que ce bassin était quasiment rempli, situation qui ne permet pas de contenir les eaux d'extinction en cas d'incendie.

Pour rappel le calcul effectué dans le cadre de la demande d'autorisation a évalué le volume des eaux à retenir à 215m³. Ce volume doit donc toujours être disponible dans le bassin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection le justificatif de dimensionnement du bassin de rétention des eaux ainsi que la procédure mise en place pour garantir le volume réservé aux eaux d'extinction incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois